

Gabon

Performances macroéconomiques

Le Gabon sort progressivement d'une situation conjoncturelle défavorable, marquée par la baisse des cours des hydrocarbures dont il était un important producteur en Afrique Centrale.

En 2018, son PIB réel a augmenté de 2 % contre 0,5 % en 2017, malgré la chute de la production du pétrole (-4,3 %) grâce à une bonne performance du secteur hors pétrole, notamment l'agriculture de rente (+13 %), les mines-manganèse (+45 %), l'exploitation forestière (+14 %), l'industrie du bois (+10 %), et les télécommunications (+18 %). Le chômage reste préoccupant car le secteur pétrolier, principal secteur de l'économie gabonaise, ne génère que peu d'emplois et ii) d'autres secteurs économiques importants, tels que la transformation du bois et l'agriculture d'exportation, n'ont compensé que partiellement l'impact de la crise économique sur l'emploi

Le déficit budgétaire est en baisse passant de 6,6 % en 2016 à 3,6 % en 2017, puis à 0,3 % en 2018, par suite de la consolidation budgétaire engagés dans le cadre de la réponse communautaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) à la chute des prix du pétrole. À cet égard, le Gabon a conclu avec le FMI un accord triennal (2017-2019) au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) soutenu par la BAD et d'autres partenaires techniques et financiers.

En 2018, la Banque centrale (BEAC) a resserré sa politique monétaire en augmentant son taux directeur de 2,95 % à 3,5 %. L'inflation est estimée à 2,8 %, contre 3 % en 2017, en dessous de la norme communautaire de 3 %.

Le déficit de la balance courante est en baisse, passant de 4,9 % du PIB en 2017 à 1,5 % en 2018. La bonne tenue des cours du pétrole et les ventes à l'extérieur de bois débité et de manganèse, ont contribué à l'accroissement des recettes d'exportation globales, et ce, malgré la baisse de la production pétrolière.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Les projections à court terme de la croissance sont de 3,4 % en 2019 et en 2020, sous l'impulsion du secteur non

pétrolier (agriculture, mines et industrie), et de la diversification progressive de la base productive de l'économie. Au niveau de la demande, les exportations (+6,3 %) et l'investissement (+3,0 %) seront les principaux facteurs de croissance. L'inflation devrait rester faible, à 2,3 % et 2,5 % en 2019 et 2020 respectivement. Les soldes budgétaire et courant devraient aussi s'améliorer.

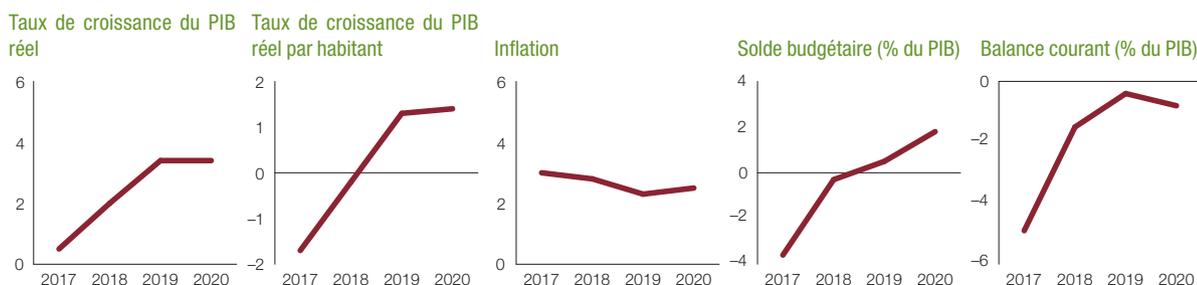
Une bonne gestion du budget et des flux de trésorerie sera importante afin d'éviter le problème récurrent de l'accumulation d'arriérés externes, qui affecterait négativement la solvabilité du pays. La baisse de la production pétrolière si de nouveaux champs n'entrent pas en production est également un facteur de risque important vu l'importance du secteur pétrolier.

Comme pour les autres pays de la CEMAC, les principaux défis à relever par le Gabon sont i) le faible niveau des réserves ; ii) la faiblesse de l'activité économique ; iii) la faiblesse de la protection des groupes vulnérables. Pour les relever et préserver les acquis, le pays doit rester aligné sur les efforts coordonnés des pays de la CEMAC et poursuivre la consolidation budgétaire, sécuriser les dépenses prioritaires et poursuivre les réformes visant à améliorer le climat des affaires et la gouvernance afin de stimuler la croissance et la diversification de l'économie en partenariat avec le secteur privé.

Le Gabon considère qu'il est essentiel pour sa stratégie de développement de viser une transformation structurelle de son économie. C'est pourquoi il a encouragé la transformation locale du bois, de l'huile de palme et du manganèse, élevant ainsi la contribution de son secteur manufacturier à 10 % du PIB en 2017 contre 6 % en 2012.

Une industrie de traitement du bois a commencé à se développer après l'interdiction d'exportation de bois de 2009, grâce à la mise en place d'une zone économique spéciale et de partenariats public-privé. Le Gabon est aujourd'hui le premier exportateur d'Afrique de placage et de panneaux de bois, et se classe parmi les 10 premiers producteurs mondiaux.

Trois usines de traitement de l'huile de palme ont ouvert leurs portes, et le pays exporte des produits dérivés de l'huile de palme, dynamisant ainsi son secteur agro-alimentaire.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.